

Afrique : l'émergence

*Texte* : Philippe Ratte

*Maquette* : David Dumand

© Fondation Prospective et Innovation, juillet 2015

© Ginkgo Éditeur pour la présente édition

ISBN : 978-2-84679-261-5

Ginkgo Éditeur

33, boulevard Arago

75013 Paris

[www.ginkgo-editeur.fr](http://www.ginkgo-editeur.fr)

Préface de

**JEAN-PIERRE RAFFARIN**

Président de la Commission des Affaires Étrangères,  
de la Défense et des Forces Armées du Sénat  
Ancien Premier Ministre

# Afrique : l'émergence

**GINKGO**  
éditeur

<b>Préface</b>	5
<hr/>	
JEAN-PIERRE RAFFARIN, Président de la Commission des Affaires Étrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat	
<b>MESSAGE DE S.E.M. ABDOU DIOUF</b>	9
<hr/>	
Ancien Président de la République du Sénégal Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie au colloque « Bonnes nouvelles d'Afrique II » du 6 juin 2014 à Bordeaux	
<b>TÉMOINS D'ÉMERGENCE</b>	17
CHAPITRE I	19
<hr/>	
<b>LE GABON VERS L'ÉMERGENCE, VOIES ET MOYENS</b>	
CHAPITRE I	27
<hr/>	
<b>LES CONDITIONS DE L'ÉMERGENCE EN AFRIQUE</b>	
CHAPITRE I	36
<hr/>	
<b>CONSTELLATION DE L'ÉMERGENCE</b>	
<b>BONNES NOUVELLES D'AFRIQUE III</b>	39
CHAPITRE I	50
<hr/>	
<b>DÉMOCRATIE, SÉCURITÉ ET DIPLOMATIE</b>	
CHAPITRE II	64
<hr/>	
<b>VERS DE NOUVELLES PISTES DE DÉVELOPPEMENT</b>	
CHAPITRE III	70
<hr/>	
<b>CONJONCTURE ET INTÉGRATION RÉGIONALE</b>	
CHAPITRE IV	84
<hr/>	
<b>LES ATOUS NEUFS DE L'AFRIQUE EN MARCHÉ</b>	
CHAPITRE V	91
<hr/>	
<b>ENTRE LA FRANCE ET L'AFRIQUE, QUELS ÉCHANGES ?</b>	
CHAPITRE VI	99
<hr/>	
<b>CONCLUSIONS PROVISOIRES</b>	

---

## Préface

JEAN-PIERRE RAFFARIN  
Ancien Premier Ministre  
Président de la Commission  
des Affaires Étrangères,  
de la Défense et des Forces  
Armées du Sénat

Le présent recueil réunit deux séries d'événements que soutient la Fondation Prospective et Innovation, à savoir d'une part les conférences demandées à des « Témoins d'émergence » en coopération avec la FERDI (Fondation pour les études et recherches sur le développement international) que préside le professeur Patrick Guillaumont, et d'autre part le colloque annuel que depuis 2013 la Fondation consacre aux Bonnes nouvelles d'Afrique, en partenariat avec la mairie de Bordeaux.

La concomitance cette année de ces deux temps forts de la réflexion sur les pays et continents émergents, d'une part, et la coïncidence de leurs sujets de l'autre, justifient qu'ils soient pour une fois réunis sous le même titre de « *Bonnes nouvelles d'Afrique III* » dans le présent ouvrage. Pour des raisons techniques, « *Bonnes nouvelles d'Afrique II* » n'avait pu être publié, mais le colloque de Bordeaux du 6 juin 2014 laisse dans le présent recueil sa plus belle trace avec le message qu'y avait fait lire de sa part le président Abdou Diouf.

Émergence, c'est le mot qui fédère toutes ces contributions. L'Afrique semble partager désormais avec Paris sa devise, *fluctuat, nec mergitur*, qui nous invite à discerner sous les fluctuations avec lesquelles le continent n'en a pas encore terminé la certitude que son naufrage si souvent annoncé n'aura pas lieu – mieux, la certitude qu'à l'instar de l'arche de Noé, elle est promise à accoster au premier sommet qui émergera du déluge des mutations mondiales à venir, et à « repeupler » le monde qu'elle avait été la première à peupler par notre espèce.

La métaphore a ses limites, même s'il est d'ores et déjà certain que le continent africain sera à la fin du siècle la plus grande masse humaine sur terre, mais elle suggère que d'Afrique pourraient bien venir des solutions nouvelles aux problèmes vers lesquels se dirige l'humanité. En parlant de « repeuplement », on ne parle pas ici de migrations amplifiées, même si elles ont toutes chances de se produire, mais d'insémination d'idées, de pratiques, d'exemples dont les signes avant-coureurs se multiplient en terre d'Afrique.

L'histoire a toujours progressé ainsi, des zones longtemps arriérées réunissant soudain les conditions pour prendre la tête d'un nouveau cours des choses : pendant plus d'un millénaire après JC, c'est à l'Est de la méditerranée que se perpétua une brillante civilisation urbaine tandis que les contrées

de l'Europe actuelle ne sortaient que péniblement d'une ruralité confinant à la barbarie. Il ne fallut pas deux siècles pour renverser cette situation et donner à l'Angleterre hier rustique, à la Hollande hier sous les eaux, à la France longtemps rurale, un ascendant mondial qui dura jusque longtemps après le grand suicide de l'Europe voici un siècle. La Chine, longtemps prestigieuse, puis effacée et humiliée, ne mit pas trente ans à restaurer son ancienne splendeur, et travaille aujourd'hui à préparer un monde profondément repensé.

Il est donc raisonnable et clairvoyant de pressentir le réveil en cours du continent africain. Les sceptiques invoqueront à juste titre les déceptions récurrentes annoncées dès 1962 par René Dumont, dont les pires prédictions ont été vérifiées, et souvent dépassées. Mais les esprits lucides écarteront ces impressions encore vives, pour remarquer la concordance et la montée en fréquence des signaux par lesquels s'annonce une jouvence de l'Afrique.

C'est pour les identifier, apprécier leur degré de corrélation, estimer leurs suites, que la Fondation Prospective et Innovation, la Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International, et la mairie de Bordeaux joignent leurs capacités d'écoute et d'intelligence, afin que soit entendu le cri du veilleur qui annonce une nouvelle aube.

L'Afrique est une nouvelle frontière, comme le fut la Chine il y a un tiers de siècle (personne alors ne pouvait s'imaginer ce que cela allait signifier). Elle est sans doute en outre le terrain d'une nouvelle manière d'animer le développement, de bas en haut, à rebours des méthodes d'hier, avec et par le concours du plus grand nombre. Il y a là une révolution invisible, étroitement affine de la révolution numérique qui est en train de transmettre beaucoup de pouvoir à la multitude, et par conséquent de jeter les linéaments de mutations qui nous concernent directement.

Fidèle à sa méthode, la Fondation Prospective et Innovation, en rendant compte de débats organisés pour un public choisi, s'interdit de citer nommément les personnalités qui ont concouru dans un esprit de pleine sincérité à éclairer ses invités. Le présent ouvrage n'est donc pas une transcription des exposés et débats, mais une synthèse faite par la Fondation sous sa seule responsabilité.

JEAN-PIERRE RAFFARIN  
Président de la Fondation Prospective et Innovation



---

## Message de S.E.M. Abdou Diouf

Ancien Président de la République du Sénégal  
Secrétaire Général de l'Organisation Internationale  
de la Francophonie au colloque  
« Bonnes nouvelles d'Afrique II » du 6 juin 2014 à Bordeaux

*Monsieur le Premier ministre, cher Jean-Pierre Raffarin,  
Monsieur le Maire de Bordeaux, cher Alain Juppé,  
Mesdames, Messieurs*

Après m'avoir fait l'honneur, en mai 2013, de m'inviter à conclure les riches débats du premier Colloque consacré aux Bonnes Nouvelles d'Afrique, vous m'avez demandé aujourd'hui d'intervenir sur le sujet des relations entre Europe et Afrique. Si j'ai accepté une nouvelle fois de répondre, même sans être physiquement présent, à cette invitation, c'est parce qu'à mes yeux, chaque jour qui passe souligne l'urgence pour l'Europe de repenser sa relation avec le reste du monde et, tout particulièrement, avec l'Afrique.

Il s'agit, en effet, pour elle, à la fois de poursuivre sa construction et de garder une place et un rôle parmi les puissances qui répondent et répondront aux défis que pose la globalisation des menaces et des espoirs offerts à l'humanité. Et de ce point de vue, si la négociation de traités de libre-échange avec l'ensemble de l'Amérique du Nord ou la

résolution des conflits aux marges de la Russie sont à court terme importants, c'est bien la relation avec l'Afrique, cette voisine en pleine expansion, qui constitue un sujet majeur de long terme.

Et je ne le dis pas parce qu'après douze ans passés en Europe, je suis et reste africain, ni parce que, nous le savons tous, l'Afrique, du moins une partie de l'Afrique, est l'avenir de la Francophonie.

L'Europe et l'Afrique ont un destin lié. C'est bien ce qui a été à nouveau réaffirmé lors du 4<sup>e</sup> Sommet UE-Afrique, début avril à Bruxelles. Et qui peut raisonnablement en douter, au regard de deux raisons principales et de quelques raisons connexes ?

En premier lieu, du fait de la proximité géographique, les échanges entre les deux continents – échanges démographiques, culturels et économiques – sont profondément inscrits dans l'Histoire. Loin de les séparer, la mer Méditerranée, ce lac en cours de comblement, cette route empruntée par des générations de voyageurs, de commerçants, de diplomates, de migrants, constitue l'axe de leurs échanges. Et, depuis l'Antiquité Afrique et Europe ont été les deux pôles d'une seule machine économique.

Il est vrai que cette relation économique s'est avérée largement asymétrique, entre une Afrique pourvoyeuse de matières premières – depuis l'or de

l'empereur Kankan Moussa jusqu'au pétrole et au gaz aujourd'hui – et de main d'œuvre et une Europe habile à en faire la base de son industrialisation et de sa prospérité. Mais les choses changent et, si l'Afrique dispose toujours de ressources plus qu'abondantes – et jamais autant convoitées –, des signes montrent qu'elle devient susceptible d'offrir aussi une capacité de transformation innovante et ce à des coûts appréciables. Il suffit de voir comment se ruent vers elle les grandes puissances économiques, traditionnelles, mais aussi émergentes, comment elles se font une concurrence effrénée pour s'attirer les bonnes grâces des autorités de tous ordres et la part qu'elles prennent discrètement au maintien d'une fragmentation qui retarde le moment où elles devront affronter un continent uni et sûr de son destin. Car une fois que l'Afrique aura à la fois formé les masses de jeunes dont elle regorge et trouvé le chemin de son unité, au moins au niveau régional, il n'y a aucun doute qu'elle sortira de sa spécialisation de pourvoyeuse de matières premières et ce non seulement à son profit, mais aussi bénéfice de l'économie mondiale

Si cela advient, comme je le crois, L'Europe restera-t-elle un partenaire intéressant face à la Chine, aux États-Unis ou au Brésil ? Les ressources de l'Europe demeurent considérables, en termes d'innovation, de savoirs et même de pouvoir militaire et diplomatique. Par ailleurs, si elle parvient « au bout » de son modèle et de son rêve,

elle représentera une capacité économique au moins égale à celle des États-Unis et proche de la Chine.

Si donc la question des relations avec les États-Unis, la Chine et bien d'autres partenaires se pose effectivement aujourd'hui, c'est plutôt en termes de diversification et d'ouverture des économies africaines. C'est pourquoi, incidemment, la Francophonie s'attache à promouvoir une coopération tripartite qui associe les pays des différents continents. C'est pour cela également que des pays d'Europe centrale et orientale, comme par exemple la Pologne, se tournent vers la Francophonie, dans leur volonté de se rapprocher de l'Afrique et de développer avec celle-ci leurs relations économiques et commerciales.

Du côté de l'Afrique, la question qui se pose est plutôt de savoir dans quelle mesure l'Asie ou certains marchés émergents ne risquent pas de concurrencer les relations euro-africaines. La solidité du lien euro-africain ne peut en effet occulter la tendance à un nouvel équilibre des relations extérieures de l'Europe. Cette tendance est renforcée par les interrogations du Groupe ACP sur son avenir, les évolutions inhérentes aux Accords de partenariat économique et l'échéance de l'Accord de Cotonou en 2020 : sur tous ces points, l'Afrique attend des réponses globales et cohérentes que l'Union européenne ne semble pas pressée de lui donner.

Elle devrait l'être. Car, en second lieu, alors que partout ailleurs, y compris dans les pays émergents, les perspectives de croissance faiblissent et que l'Union européenne, plus que d'autres, peine à trouver en interne l'élan dont elle a besoin, l'Afrique est clairement le lieu d'une croissance de haut niveau – parce qu'elle est en mesure de faire tous les sauts technologiques possibles, parce qu'elle n'est pas prisonnière de schémas dépassés, ni entravée par des infrastructures anciennes à rénover ou à détruire, parce qu'elle a un formidable besoin de trouver son ordre, d'organiser ses villes et ses campagnes, de tracer ses voies, de former et d'employer ses hommes et ses femmes. Pour y parvenir elle doit pouvoir tirer parti des savoirs et des expériences accumulées par les nations plus anciennes. Elle peut certes décider de s'abandonner à des marchés sans régulation et des initiatives sans contrepartie. Mais si elle veut attirer et mettre en place les financements durables qui lui font défaut, elle doit trouver des solutions de long terme, plus conformes à la tradition européenne qu'à toute autre.

Il faut ajouter que, dans leur dernier Rapport économique sur l'Afrique 2014 « Politique industrielle dynamique en Afrique : institutions innovantes, processus efficaces et mécanismes flexibles », la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le Département de l'information et de la Communication des Nations Unies et la Commission de l'Union africaine, l'ont reconnu :

la croissance économique impressionnante de l'Afrique, engendrée par la hausse des prix des produits de base, l'amélioration de la gouvernance, l'augmentation de la demande intérieure, les liens commerciaux et d'investissement avec les économies émergentes, conduit à l'industrialisation, qui reste une « condition préalable pour que l'Afrique parvienne à une croissance économique inclusive et durable ».

Il est bien d'autres raisons. J'en mentionne une, la culture : dans ce domaine aussi les échanges entre l'Afrique et l'Europe ont été la source de dynamiques majeures. Entre Nord et Sud les artistes ont emprunté, se sont ressourcés aux créations des deux continents. Combien s'y abreuvent encore, dans une dialectique créatrice indispensable à l'ensemble de l'humanité ?

Il serait d'ailleurs plus juste à ce propos de parler de destin mêlé et de métissage. Comme l'on sait aujourd'hui grâce à la génétique, sans contestation possible, qu'Africains et Européens sont des «sangs mêlés», il est indiscutable aussi qu'ils sont des métis culturels et que leurs inspirations respectives, depuis toujours, se sont nourries d'échanges nombreux et profonds. Hors une période finalement brève, où l'Europe s'est tournée vers l'Ouest et le grand large de l'Atlantique, les liens entre les deux continents ont puissamment influé sur leurs civilisations respectives.

Enfin sur le plan politique, pour une Afrique en devenir, il ne s'agit plus de savoir si l'Europe

peut être un modèle d'organisation régionale : elle l'est de fait, ne serait-ce que parce que son premier apport est d'avoir instauré une paix durable entre pays qui se faisaient la guerre de diverses façons depuis mille ans.

Se libérant d'un premier mythe unitaire venu des Amériques et de pères fondateurs marqués par le souvenir de l'esclavage et de la Guerre de Sécession, l'Union africaine se forge en regardant de ce côté de la Méditerranée. Il n'y a qu'à observer son changement d'appellation, qui en fait la parèdre de l'Union européenne.

L'une des plus grandes craintes de Léopold Sédar Senghor était la « balkanisation de l'Afrique ». Comme souvent – pour ne pas dire toujours –, il faisait preuve avec cette crainte d'un réalisme visionnaire. Car le repli sur soi n'est pas un choix possible pour les États africains, dans un contexte de mondialisation. La seule solution est l'organisation régionale et une intégration accrue. Même si elle est, sans nul doute, à adapter, quelle meilleure inspiration que l'europpéenne ?

Oserai-je citer pour conclure ce que je disais déjà devant vous ? Un an après, je ne vois pas quoi y changer

« Soit l'Europe, qui a pour elle une vaste et longue expérience, mais qui semble par trop paralysée par d'anciennes idoles et de vaines craintes, partage

avec l'Afrique les fruits de son savoir et s'engage avec elle dans l'invention d'une nouvelle croissance, durable et équitablement répartie ; soit elle se replie sur elle-même, se fragmente à nouveau et devient une sorte de repoussoir, pour se trouver finalement submergée par la vague qui monte de l'autre côté de la Méditerranée. »

Au moment où l'Europe commémore à la fois le début de la Grande Guerre qui a mis fin à sa suprématie tant politique que morale et le débarquement qui a ouvert la voie à une Union démocratique et pacifiée, il faut de tout cœur souhaiter qu'elle refuse ce second choix ; car, aucune barrière, aucune politique de contingentement, ni l'agence européenne FRONTEX, ni une autre structure – aucune forme de répression ne parviendra à stopper l'élan d'hommes prêts à mourir pour se forger un avenir sur les côtes européennes.

Je vous remercie de votre attention.

ABDOU DIOUF



---

## Témoins d'émergence

La Fondation Prospective et Innovation ([www.prospective-innovation.org](http://www.prospective-innovation.org)) et la FERDI (Fondation pour les études et la recherche sur le développement international ([www.ferdi.fr](http://www.ferdi.fr))) ont décidé d'organiser ensemble des conférences régulières confiées à des témoins d'émergence, à savoir de hautes personnalités du monde politique ou de la recherche disposant sur les phénomènes d'émergence contemporains de vues élevées et étendues.

La première de ces conférences, confiée au Professeur Justin Liu, portait en 2013 sur « *Vers quel modèle de développement chinois ?* ». Celle du 11 juin 2015 avait trait à l'émergence de l'Afrique.

Elle préfaçait d'une certaine manière le troisième colloque de Bordeaux le 12 juin 2015 sur les « *Bonnes nouvelles d'Afrique* », consacré cette année à la présence financière française en Afrique.

Le compte-rendu de ces deux manifestations présenté ci-après n'a pas le caractère d'actes de ces colloques et conférences : il s'agit d'une synthèse rapide de l'ensemble des débats, dont aucun terme ne peut être attribué nommément à l'un quelconque

des orateurs, mais qui reflète fidèlement le contenu d'ensemble de ces manifestations, sous la seule responsabilité de la Fondation Prospective et Innovation, qui en assure l'édition.

## Programme

- Ouverture par :  
**Philippe LI**, associé chez Jones Day.  
**Serge DEGALLAIX**, ancien Ambassadeur,  
Conseiller du Président de la Fondation  
Prospective et Innovation.  
**Patrick GUILLAUMONT**, Président  
de la Fondation pour les Etudes et Recherches  
sur le Développement International,  
Professeur émérite à l'Université d'Auvergne.
- Débats, modérés par **Hervé CASTELNAU**,  
associé chez Jones Day.
- Exposé du Pr. **Daniel ONA ONDO**,  
Premier Ministre du Gabon, sur « *Le Gabon  
vers l'émergence : voie et moyens.* »
- Exposé de M. **Paul DERREUMAUX**, banquier,  
fondateur de Bank of Africa, sur  
« *Les conditions de l'émergence de l'Afrique.* »
- Échanges avec l'auditoire.
- Conclusions par MM. **Patrick GUILLAUMONT**  
et **Serge DEGALLAIX**.

## **Le gabon vers l'émergence, voies et moyens**

Le Gabon est à un moment crucial de son histoire. Beaucoup se plaisaient depuis longtemps à voir dans l'Afrique la plaie de la conscience du monde. Telle n'est plus sa situation. Elle est désormais regardée par tous comme une terre d'opportunité, sinon même le socle de la croissance mondiale de demain.

Le Gabon en a pleinement conscience, et s'est doté à cet effet d'un plan stratégique dont la philosophie tient dans la notion d'émergence. Le pays connaît ses déficiences structurelles, sa vulnérabilité, son exposition à la volatilité des capitaux, mais après des décennies de coopération considérées parfois comme des décennies perdues, une nouvelle approche se dessine dans la conscience collective. Toute la nation est décidée à engager un développement durable mettant en valeur le vaste potentiel du pays, à commencer par celui de sa population.

Depuis l'indépendance, le pays était sorti d'une économie coloniale, par nature tournée vers les intérêts de la métropole, mais la construction de l'État avait conduit à un primat de l'économie administrée, dont les pesanteurs avaient obligé à

en passer dans les années quatre-vingt-dix par les politiques d'ajustement structurel. Celles-ci avaient pu desserrer l'étau administratif et débloquer (mais à un coût social et humain assez lourd) une évolution dont les performances médiocres figeaient le pays dans un type de gestion dépassé.

Un profond besoin de modernité anime le pays, à l'unisson d'une large partie des peuples du continent. Chacun comprend qu'il faut en passer par un changement de paradigme.

Depuis 2009, un vaste programme de réformes a été lancé dans cet esprit. Il s'agissait de sortir du « tout-matières-premières » dans les fondements de l'économie nationale. Il fallait diversifier, complexifier le tissu économique, et en même temps placer la gestion d'ensemble, y compris celle des matières premières, sous le signe du développement durable. Le gouvernement s'est donc employé à consolider les fondements économiques et sociaux du développement, en se fixant pour but une prospérité partagée par tous. Il a pour cela identifié quatre fondations pour l'avenir : le plan devrait intégrer le bien-être humain, assurer le développement durable, garantir la croissance, protéger l'environnement. Autrement dit gérer une quadrature du cercle, selon les normes anciennes et actuelles, mais peut-être en fait relever le défi d'inventer une nouvelle voie de progrès combinant passé, présent et avenir en une économie positive.

Un préalable était le renouvellement de la gouvernance : il fallait moderniser l'État, renforcer l'attractivité du pays par une plus grande efficacité de la puissance publique, porter cette dernière aux meilleurs standards internationaux. Le Président de la République a impulsé cette transformation décisive. Une loi d'orientation des finances publiques a apporté les réformes budgétaires requises à cet effet, tandis que les efforts nécessaires étaient consentis pour améliorer le capital humain des administrations, moderniser les procédures, renouveler les équipements. L'infrastructure administrative du pays a été mise à niveau en vue de la transformation entreprise.

Le cœur de cette transformation, c'est la diversification de l'économie.

Là où le pétrole compte encore pour 50 % du PIB, 60 % des revenus de l'État et 80 % en valeur des exportations, le reste étant largement couvert par l'exploitation de la forêt, il s'agit de faire croître une économie au spectre beaucoup plus ouvert. Le Gabon entend passer d'une économie de rente à une économie de ventes, c'est-à-dire d'échanges et de production. D'ores et déjà la vente de grumes à l'exportation est interdite depuis 2010, avec la double intention de mieux gérer la forêt en tant que ressource à long terme et même patrimoine commun de l'humanité, mais aussi de diversifier l'activité sur le territoire national, en y réalisant les transformations du bois depuis l'abattage

jusqu'aux plus fines ramifications de la filière. Il y a là un gisement d'activité important pour toute une gamme d'industries.

Parallèlement, le pays entend monter en gamme dans le domaine des services, depuis la valorisation de ses ressources touristiques jusqu'aux développements de l'économie numérique, pour laquelle tous les pays se valent potentiellement dès lors que les talents y fleurissent. Il faut donc rendre le pays attractif par la qualité de la vie et le niveau des activités qui s'y déploient, ce à quoi peut concourir le tourisme d'affaires (congrès, séminaires, etc.), en raison du niveau de qualité qu'il exige pour se développer. Un effort de formation scientifique, professionnelle, générale est en même temps entrepris.

Le capital écologique du pays est considérable, avec 231 000 km<sup>2</sup> de domaine maritime exclusif pour 800 km de côtes, de puissants cours d'eau permettant de produire par hydroélectricité une énergie propre et reliés à des écosystèmes très riches, sans parler de l'aspect encore naturel de la forêt équatoriale, avec sa faune, ses paysages, sa valeur de réservoir de biodiversité pour l'humanité entière. Tout cela concourt à une image favorable du pays, qu'il s'agit de construire plus complètement et d'étayer par des services de niveau international dans tous les domaines, transports, hébergement, accueil, santé, confort, sécurité, etc. Le Gabon offre une alternative à ce que l'on trouve ailleurs,

et c'est dans cette originalité qu'il peut entre autres trouver un chemin de développement, d'identité et d'attractivité, bien plus sûrement que dans ses ressemblances avec les formes banales de la modernité urbaine occidentale. D'ores et déjà, 11 % du territoire sont couverts par des parcs nationaux créés et gérés comme des aires d'intérêt universel pour la planète, en raison de leur caractère unique et irremplaçable.

Mais tout cela ne peut se faire sans parallèlement assurer à l'ensemble de la population une prospérité partagée. Il n'est pas question que le Gabon devienne une sorte de réserve d'authenticité naturelle en sus d'avoir été trop longtemps considéré comme un gisement : le ressort profond en même temps que la finalité suprême de la transformation entreprise est de faire du pays une nation de bien-être pour tous.

Actuellement, un tiers environ de la population reste pauvre. Un pacte social doté de 230 milliards de Francs CFA leurest consacré. Il portesur la protection sociale, l'accès à des activités rémunératrices, des minima sociaux, l'emploi. La FAO a récemment cité le Gabon en exemple d'une politique sociale pertinente. Le volontarisme réformateur a amélioré les indicateurs de développement social, ce qui traduit une participation croissante de l'ensemble du corps social à la modernité générale souhaitée.

Au nombre des préoccupations de société figurent cependant aussi un certain nombre de

soucis difficiles à affronter : l'intégrisme religieux, ici comme ailleurs, fait ses ravages difficiles à prévenir et contenir dans le respect des règles de droit, car bien qu'il leur porte atteinte, il en garde le bénéfice de la part de l'état de droit. L'instabilité des taux de change, la volatilité de bien des prix, le cycle des cours exposent les finances publiques à de gros aléas : tout récemment, une contraction cumulée de 610 Milliards de Francs CFA a amputé l'État de presque la moitié de ses recettes. Quel pays développé supporterait pareil aléa ? La croissance, déjà par elle-même fragile et compliquée par le fait de comporter des changements profonds, est ainsi dépendante de fluctuations externes qui en secouent trop fortement le déploiement harmonieux. Mais c'est une raison de plus pour accélérer les réformes qui promettent de réduire son exposition à ces aléas.

Le pays dispose en effet d'atouts très solides. Avec du pétrole en abondance, des mines, des forêts immenses, d'excellentes terres agricoles, il dispose d'une assiette ferme pour la croissance régulière de 7 % par an qu'il connaît (et qui produit un doublement du PNB en dix ans), avec une inflation de 4 % seulement, un solde positif de sa balance commerciale, des institutions établies. Son environnement de sécurité est excellent, exempt de menaces externes ni internes. La stabilité politique dans le cadre d'institutions respectées fait du pays un havre de paix au cœur d'une Afrique pleine de



promesses, mais parfois encore trop peu sûre. Tout cela est de nature à attirer les investissements, tout particulièrement ceux qui s'inscrivent dans des durées longues, et un flux de 6, 669 milliards d'euros est venu se placer au Gabon dans une perspective plus générale de participation au développement global de l'Afrique depuis une base fiable.

L'enjeu est de réunir des partenaires économiques, financiers, et aussi dans le domaine de la communication, pour abonder ce potentiel et le transformer en moteur de développement complexe. Cela ne se décrète pas, et la stratégie de pilotage pour réussir cette transition doit reposer sur l'attraction à exercer sur des dizaines de milliers d'acteurs appelés à entrer en synergie, depuis les plus grandes entreprises ou banques internationales, jusqu'au petit artisan désireux de développer ses activités.

L'expression claire d'une ambition à long terme, sous-tendue par une fiabilité politique certaine dans la durée, garantie par le progrès constant d'un environnement administratif, réglementaire, économique et social propice aux activités créatrices de valeur, et manifestée par des réalisations convaincantes, est le levier le plus efficace pour engendrer une telle mobilisation fertilisante.

Par des partenariats Public-Privé, par la publication sincère de ses objectifs et le sérieux avec lequel il y travaille, le gouvernement forge

cette condition fondamentale de la synergie des innombrables acteurs qui feront la prospérité du pays : créer la confiance et mériter la préférence, dans un monde qui abonde en alternatives. Pays jeune, puisque la moitié de la population l'est, mais pays d'expérience puisque pourvu d'une vision à long terme tirée des leçons tant du passé que de l'environnement international, le Gabon réunit les conditions pour conjuguer ses propres énergies avec les capacités du vaste monde.

S'il fut jadis et naguère encore un gisement mis en exploitation par le savoir-faire étranger, il tend à devenir demain un centre d'initiative capable à son tour de mettre en valeur les gisements financiers, technologiques, humains – bref la mine de ressources, que représente le vaste monde aujourd'hui. Il est en cela en parfaite syntonie avec le frémissement de l'émergence africaine dans son ensemble, dont il promet d'être l'un des premiers fleurons.

## **Les conditions de l'émergence en Afrique**

L'Afrique est engagée depuis l'an 2000 dans une phase de croissance économique longue, soutenue, généralisée. Cette croissance se construit principalement sur six secteurs – quatre d'entre eux sont structurés (télécommunications, finances, bâtiment, mines et énergie) et deux restent très informels – les services et l'agriculture.

L'élément qui leur est commun, et qui est décisif, est qu'ils sont, secteur informel comme branches structurées, largement indépendants de l'État. Leur destin est réglé par les initiatives de grandes entreprises, l'impact de régulations internationales, et surtout le fourmillement des initiatives locales. Alors que pendant un demi-siècle au moins le développement de l'Afrique est passé par les fourches caudines de la puissance publique, adossée elle-même aux mécanismes de coopération largement publics, une nouvelle ère s'annonce, dans laquelle ce sont les entreprises, les citoyens et les règles générales du commerce qui prévalent, l'action de l'État étant renvoyée à son domaine de compétence, qui est la mise en place d'un cadre général de sécurité, de légalité et de

soutien général à l'activité par l'éducation, la santé, les infrastructures, etc.

Les forces vives qui aujourd'hui assurent l'essor économique et social de l'Afrique trouvent en elles-mêmes leur principal ressort, et elles recourent pour accompagner leur action à des partenaires financiers de plus en plus diversifiés et de taille très variable.

Le financement du développement a connu cinq phases successives :

1. Au début a prévalu une prédominance écrasante de l'Aide Publique au Développement, d'abord bilatérale, ensuite multilatérale (Banque mondiale, PNUD, etc.) ;
2. Dans un deuxième temps, on a observé des interventions croissantes des banques régionales de développement, en particulier en matière d'infrastructures et de services sociaux ;
3. Alors se sont manifestés des apports des pays émergents (Chine, puis Inde, Brésil, Indonésie et maintenant Turquie), dans le cadre de relations essentiellement commerciales ;
4. Ce changement de phase a amené le retour des grandes entreprises internationales (mines, télécoms et banques) et provoqué l'arrivée des Fonds d'Investissement ;
5. On assiste à présent à une mobilisation des ressources nationales par le biais des marchés financiers locaux et régionaux.

Bien entendu aucune phase n'a effacé la précédente : c'est l'équilibre de ces différentes sources qui s'est modifié. En même temps on constate une amélioration sensible des équilibres macroéconomiques : traitement et allègement de la dette, rétablissement des comptes extérieurs, équilibre des balances commerciales). Quant aux IDE ils ont tout simplement doublé entre 2013 et 2015.

Pour autant qu'en est-il de l'émergence de l'Afrique ? Il n'y a pas de modèle clair de l'émergence, comme le montrent les différences entre les situations asiatiques et sud-américaines ; les conditions spécifiques de l'Afrique (géographie, histoire, démographie) conduiront certainement à des modèles originaux.

Il existe cependant des « exigences de l'émergence » : c'est une transformation fondamentale de l'économie, qui repose sur quatre piliers, résumés chacun par un mot :

### **1. Économie : INVESTIR**

Actuellement la formation brute de capital fixe (FBCF) en Afrique se situe autour de 20 % du PIB ; dans les pays émergents tels que les BRICS, elle se situe entre 30 et 40 %. Cela semble un niveau incontournable, auquel l'Afrique devra se hisser pour assurer les bases d'une émergence, la fameuse accumulation primitive par laquelle en sont passées toutes les économies devenues prospères. Les ressources et les produits existent : secteur minier,